

<https://www.aefinfo.fr/depeche/714310-le-rassemblement-national-veut-un-big-bang-de-l-a...>

Antonin Gouze

8 min read

## Le Rassemblement national veut un big-bang de l'autorité à l'école dès la rentrée 2024

"Restaurer l'école publique dans son exigence" et instaurer "un big-bang de l'autorité à l'école dès la rentrée de septembre 2024" : tels sont les grands axes du programme du Rassemblement national pour l'école, fixés par Jordan Bardella le 24 juin 2024, en vue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet prochains. Le président du RN souhaite également "mettre l'accent sur les savoirs fondamentaux à l'école primaire" et instaurer "un collège modulaire". Enfin, le parti veut "restaurer l'autorité des professeurs" et "réduire la bureaucratie" pour leur "redonner libertés et moyens".



Jordan Bardella a annoncé "l'interdiction des téléphones portables dans les établissements scolaires, y compris dans les lycées", lors de la présentation du

programme du RN pour les élections législatives anticipées de juin et juillet 2024. BFMTV - BFMTV

"Je ne me résous pas au déclassement de la France, qui doit renouer avec son modèle d'excellence", déclare Jordan Bardella au moment d'aborder les grandes orientations du programme du Rassemblement national sur l'éducation, lors d'une conférence de presse le 24 juin 2024, en vue des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet prochains.

Le président du RN dit refuser "la guerre scolaire entre public et privé" mais vouloir "une école publique restaurée dans son exigence, avec un nivellement par le haut". Il s'est notamment attardé sur les mesures de "restauration de l'autorité" à l'école.

Un "Big-Bang de l'autorité" dès septembre 2024

Le président du Rassemblement national indique vouloir "refaire de l'école un asile inviolable où les querelles des hommes n'entrent pas", ce qui passe par "un big-bang de l'autorité dès la rentrée de septembre". Il annonce "l'interdiction des téléphones portables dans les établissements scolaires, y compris dans les lycées", pour faire des écoles "des zones de sobriété numérique", pointant les effets des écrans "sur les difficultés de concentration ou les comportements mimétiques". Emmanuel Macron a déjà annoncé vouloir réguler les écrans à l'école, à la suite du rapport de la "commission écran" qu'il avait créée en janvier 2024 ([lire sur AEF info](#)).

Pour "mettre un terme à l'idéologie du 'pas de vague' et au recul de la République dans ses propres institutions", Jordan Bardella veut "restaurer l'autorité des professeurs" et leur accorder "une protection fonctionnelle automatique" en cas de "plainte pour violence, menace ou injure" à leur encontre, comme le préconisait une mission parlementaire ([lire sur AEF info](#)). Le RN veut aussi instaurer "des sanctions planchers" et ouvrir "des centres spécialisés pour les élèves perturbateurs ou harceleurs, pour protéger à la fois les autres élèves et les enseignants".

Dans *Les Échos*, le 20 juin, Roger Chudeau, responsable des questions d'éducation du RN, précise qu'après "deux exclusions de leur établissement, un conseil de discipline présidé par le recteur pourrait les y affecter et qu'ils y feraient toute leur scolarité jusqu'à 16 ans, sans possibilité de retour vers un établissement normal". Ils se verraient proposer

"des perspectives d'insertion professionnelle le plus tôt possible" et "seraient orientés vers des centres éducatifs fermés sur décision de justice" en cas de nouvelle perturbation, indique le député RN sortant de Loir-et-Cher.

Jordan Bardella annonce par ailleurs vouloir "renouer avec le principe de la loi Ciotti, avec suppression des allocations familiales et des bourses scolaires" pour les parents d'élèves "en cas de perturbations graves et répétées à l'école". D'autres mesures ont été annoncées dans le cadre de ce "big-bang de l'autorité" :

- le vouvoiement des enseignants "sera rendu obligatoire",
- les expérimentations du port de l'uniforme seront poursuivies, Jordan Bardella s'étant déclaré "à titre personnel favorable à l'uniforme à l'école primaire et au collège" ([lire sur AEF info](#)). Aux *Échos*, Roger Chudeau précise que "le port de l'uniforme ne serait pas mis en œuvre tout de suite. Voté en tout début de législature, il faudra plusieurs années pour l'appliquer."

Instauration d'un "collège modulaire" et valorisation de la filière professionnelle

Dans le programme publié à l'issue de la conférence de presse, le RN fustige "l'effondrement du niveau de l'école qui prive notre jeunesse d'avenir et pénalise les acteurs économiques". Jordan Bardella indique ainsi que, sous son gouvernement, "l'accent sera mis sur les savoirs fondamentaux à l'école primaire (sciences, français, histoire)". Dans cette perspective, "une carte de France et une frise chronologique retraçant le récit national, de Clovis ou de Vercingétorix à nos jours sera obligatoirement affichées dans les classes" et "une convention nationale pour rénover l'enseignement des mathématiques" serait décidée, indique Roger Chudeau aux *Échos*. Pour autant, il confie à AEF info vouloir "abolir le choc des savoirs mis en place par Gabriel Attal, arrêter de caporaliser les enseignants et faire confiance à l'autonomie des établissements".

Jordan Bardella prône "la fin du collège unique et l'instauration d'un collège modulaire sur le modèle suisse ou allemand, pour orienter plus tôt et plus efficacement [...] et qui valorise tout autant les filières générales que les filières professionnelles". Il déclare que "les filières professionnelles redeviendront une fierté nationale pour les élèves, les familles et les entreprises".

Par ailleurs, le programme du RN indique vouloir "soutenir financièrement les jeunes et les entreprises faisant le choix de l'apprentissage ou de l'alternance" et "adapter l'offre de formation initiale et continue aux besoins réels des branches professionnelles".

RESTAURER L'AUTORITÉ DES PROFESSEURS, réduire la "bureaucratie"

Devant les journalistes, le président du RN a martelé sa volonté que "l'autorité des professeurs soit restaurée". Le parti estime ainsi, dans son programme, que les enseignants sont "victimes d'une bureaucratie envahissante et bien souvent lâche face aux agressions dont ils sont victimes". L'autorité des enseignants est également un axe fort présenté par le Premier ministre Gabriel Attal pour la liste Ensemble ([lire sur AEF info](#)). Ce dernier avait déjà lancé mi-avril une concertation au sein de l'Éducation Nationale pour aboutir à des propositions visant à provoquer un "sursaut d'autorité" à l'école.

Le RN annonce aussi vouloir "réduire la bureaucratie pour redonner libertés et moyens aux professeurs". Roger Chudeau confirme aux *Échos* cette volonté de "réduire la voilure sur l'organisation actuelle en académies et régions académiques. Il y a un échelon en trop". Pour autant, "il n'y aura pas de valse des recteurs [...] mais s'il y a des départs, nous avons déjà en magasin des nominations possibles", assure-t-il.

une refonte de la FORMATION DES ENSEIGNANTS

Le RN explique dans son programme vouloir "revaloriser le métier d'enseignant du recrutement à la fin de la carrière". Cette revalorisation, promise à 3 % par an dans le programme du parti en 2022, "sera actualisée", précise Roger Chudeau aux *Échos*, et "concernerait les cinq à sept premières années d'ancienneté". Il veut aussi "supprimer le pacte enseignant et introduire le remplacement de courte durée dans les obligations de service des enseignants".

Le RN veut que les professeurs soient "formés par l'Éducation nationale dans des écoles académiques de la formation professionnelle" et que les *Inspé* soient supprimés, confie Roger Chudeau aux *Échos*. Concernant le second degré, "les étudiants suivraient une licence disciplinaire avant de faire une quatrième année pour préparer le concours. Ils deviendraient ensuite fonctionnaires stagiaires durant deux ans - avec des temps partiels

face aux élèves", complète-t-il. Pour le premier degré, le RN "reprendrait le projet actuel de licence pluridisciplinaire, tout en étalant [...] la formation sur six ans".

La fin du bac Blanquer et un examen d'entrée en sixième

Roger Chudeau veut aussi "revenir sur la réforme Blanquer qui a instauré les spécialités au lycée, en revenant aux séries, pour la rentrée 2025", confie-t-il à AEF info. Il précise aux *Échos* que l'examen du bac sera "revu et plus exigeant". Il souhaite aussi "revoir le calendrier et la procédure Parcoursup".

En CM2, "un examen national" déterminerait l'entrée en sixième et ceux qui échoueraient redoubleraient ou seraient orientés vers "des sixièmes d'adaptation", détaille le député sortant.

un resserrement de la carte de l'Éducation prioritaire

Roger Chudeau expose enfin aux *Échos* vouloir "élargir les dédoublements de classes aux petites sections de maternelle dans l'éducation prioritaire" et que "l'ensemble de la scolarité du primaire soit dédoublé". Le RN promet 12 élèves par classe en éducation prioritaire et moins de 20 élèves par classe dans le premier degré.

Par ailleurs, le responsable éducation du parti indique aux *Échos* que "la carte de l'éducation prioritaire sera sérieusement resserrée et limitée aux seuls REP+. Les professeurs garderaient le bénéfice de leur indemnité REP pendant deux à trois ans, le temps de changer d'affectation s'ils le souhaitent. Les établissements situés en REP+ pourront adapter les programmes, augmenter les horaires des disciplines fondamentales et seront prioritaires pour l'affectation d'assistantes sociales, d'infirmières scolaires voire d'orthophonistes".

Le RN veut aussi "instaurer un moratoire sur les fermetures de classes en milieu rural", conclut l'ancien député dans son entretien aux *Échos*.